



SERBIAN INSTITUTE  
FOR  
PUBLIC DIPLOMACY

**29/09/09** Continuité ou rupture? L'Allemagne au lendemain des élections

Intervenants: Hans Stark, secrétaire général et chercheur du CERFA, Susanne Nies, chercheur et responsable de l'IFRI à Bruxelles

Organisateur: IFRI Bruxelles

Rapport de **Dragan Lukjanović**, stagiaire

---

Au lendemain des élections législatives en Allemagne, monsieur Hans Stark, chercheur renommé dans le domaine des relations franco-allemandes, a essayé d'analyser et d'expliquer les résultats du vote. Il a commencé tout d'abord par la description de la carte politique allemande en analysant, d'un côté, la gauche allemande et, de l'autre côté, la droite qui est arrivée au pouvoir. Il a ensuite comparé les résultats des élections législatives de 2005 avec les dernières en date. Dans un dernier temps, il a tenté de donner sa vision des enjeux et problématiques auxquels le gouvernement allemand devra faire face.

Les élections législatives tenues en 27 septembre 2009 ont révélé plusieurs choses sur l'électorat allemand et sur le système politique allemand. Premièrement, les résultats montrent que l'électorat allemand est devenu très volatile et moins prévisible. « Die Linke » est devenu, par exemple, acceptable pour les Länder de l'Ouest. Deuxièmement, pour la gauche, ces élections montrent bien que son hypothétique arrivée au pouvoir est seulement possible dans le cadre d'une coalition tripartite (SPD, « die Linke » et les Verts). En plus, les 56% des suffrages exprimés pour les deux grands partis (SPD et CDU), à comparer aux 70% de 2002, montrent un tarissement, voire un affaiblissement favorable aux partis de taille moyenne comme le FDP, « die Linke » ou les Verts. Alors que la perte de vitesse relative de la CDU peut s'expliquer par un choix stratégique de renforcement des Libéraux (FDP), qui reviennent au gouvernement après 11 ans d'absence, le recul du SPD semble plus profond. En effet, le parti a perdu plus de la moitié de son électorat en sept ans. Monsieur Stark voit trois raisons pour expliquer le recul du SPD. Dans un premier temps, il mentionne l'absence du renouvellement des cadres du parti. Dans un deuxième temps, « die Linke », qui devient de plus en plus le synonyme de la justice sociale, grève un grand nombre de voix du SPD et s'installe comme un concurrent direct. En troisième lieu, les socio-démocrates allemands, comme tous les socialistes de l'Europe de l'Ouest, font face au double dilemme : faire face à la globalisation, c'est-à-dire soutenir l'économie et la concurrence ouverte, tout en défendant la justice sociale.



SERBIAN INSTITUTE  
FOR  
PUBLIC DIPLOMACY

**29/09/09** Continuité ou rupture? L'Allemagne au lendemain des élections

L'atteinte des objectifs du nouveau gouvernement de centre-droit dépendra autant des personnalités qui seront dans le gouvernement que des évolutions de la situation économique. Monsieur Stark attend un gouvernement encore plus pro-européen, respectueux du pacte de stabilité, des réformes du système fiscal et monétaire. En ce qui concerne la politique d'élargissement de l'UE, le nouveau gouvernement allemand se montrera probablement plus réservé bien que les pays des Balkans Occidentaux auront bientôt la possibilité de rejoindre l'UE. Le nouveau gouvernement allemand s'opposera, beaucoup plus que par le passé, à l'adhésion de la Turquie.

\*\*\*

Le résultat final des élections législatives du 27 septembre 2009:

CDU/CSU : 33,8%, SPD : 23,0%, FDP : 14,6%, « die Linke » : 11,9%, les Verts: 10,7%, les autres: 6,0%